

ASSOCIATION OF SENATES, SHOORA
AND EQUIVALENT COUNCILS
IN AFRICA AND THE ARAB WORLD



رابطة مجالس الشيوخ والشورى والمجالس
المماثلة في أفريقيا والعالم العربي

ASSOCIATION DES SENATS, SHOORA ET CONSEILS
EQUIVALENTS D'AFRIQUE ET DU MONDE ARABE

Exposé I

Changement climatique et Impératifs sécuritaires en Afrique et au Moyen Orient.

Par le Prof Charles Ukeje

Institut d'études sur la Paix et la Sécurité,
Université d'Addis-Abeba
Ethiopie

Le changement climatique et l'impératif sécuritaire en Afrique et au Moyen-Orient.

« Il est urgent de réexaminer nos priorités et nos valeurs sous-jacentes en faveur d'un monde juste, durable et pacifique. Nous devons mettre la terre entière au centre de notre planification et de notre préoccupation. Nous devrions concevoir nos économies pour atteindre nos objectifs sociaux et non l'inverse. Nous devons faire preuve de compassion et nous engager à être de bons voisins aux niveaux local, régional et mondial. L'environnement et sa biodiversité doivent être considérés comme des éléments cruciaux de la consolidation de la paix et reconnus comme fondamentaux pour la réalisation de tous les objectifs de développement humain ».

Dialogue pour la terre, Brisbane, 2006.

« Il y a un défi qui définira les contours de ce siècle plus dramatiquement que tout autre, et c'est la menace urgente et croissante d'un climat changeant ».

Le Président des Etats-Unis Barack Obama, 2015.

L'un des défis les plus redoutables auxquels sont confrontés l'Afrique et le Moyen-Orient au XXI^e siècle est celui de l'impact négatif des changements climatiques sur notre vie. En 2007/2008, le Rapport sur le développement humain sur la lutte contre le changement climatique: la sécurité humaine dans un monde divisé a révélé la dure vérité que les gaz à effet de serre; la cause la plus connue du changement climatique et du réchauffement climatique, augmentaient à un rythme sans précédent; de sorte que si rien n'est fait, et de toute urgence aussi, les conséquences seront graves et inimaginables (HDR, 2007/2008).

Au risque de paraître alarmiste, permettez-moi de partager avec vous certaines des réalités sombres que les conditions du changement climatique ont causées dans le monde en général, et en Afrique et au Moyen-Orient en particulier:

- L'épais nuage toxique à New Delhi, qui a empêché les enfants d'aller à l'école;
- Le rythme accéléré de la désertification dans la majeure partie de la zone sahélo-saharienne d'Afrique, ainsi que la sécheresse et la famine causées par El-Nino à l'Est et dans la Corne de l'Afrique;
- L'élévation du niveau de la mer océanique menace les citoyens des nations insulaires et les habitants des communautés côtières

Mon objectif dans cette courte réflexion, mesdames et messieurs, les sénateurs et les participants, n'est pas seulement de revenir à votre attention sur les innombrables défis imposés par l'évolution des conditions climatiques. Plus important encore, j'ai l'intention de décrire quelques-unes des implications profondément inquiétantes du changement climatique pour la paix, la sécurité et la stabilité en Afrique et au Moyen-Orient. Si quelqu'un dans cette salle doute encore du lien longtemps reconnu par les experts entre le climat-environnement et l'insécurité, il n'est non seulement temps de prendre conscience de cette situation, mais aussi de songer à une série de mesures ou solutions à mettre en œuvre, y compris celles qui relèvent de votre compétence, en tant

que législateurs, en vue de faire face à ce défi auquel nos citoyens et nos gouvernements sont confrontés.

Malgré toutes les conditions climatiques irréversibles dont nous sommes témoins, il y a ceux qui pensent et travaillent, sur la base d'une conviction, que le réchauffement climatique associé au changement climatique est un mythe bien orchestré par les scientifiques avec leurs chiffres alarmants. Cependant, l'Organisation météorologique mondiale (OMM) a publié un rapport indiquant que 2016 sera probablement la première année complète à dépasser la barre de 1,20° C au-dessus des niveaux préindustriels; ce qui le rapproche dangereusement de l'objectif de 1,50 ° C fixé dans l'Accord climatique de Paris.

Alors que les émissions humaines de CO₂ sont restées relativement stables entre 2014 et 2015, l'apparition d'un phénomène météorologique induit par El Niño entraîne une hausse des niveaux de gaz dans l'atmosphère. Selon le « Global Green house Reference Network », le monde a atteint un « jalon important »; en témoigne le niveau le plus élevé de l'augmentation du dioxyde de carbone dans l'atmosphère depuis l'époque préindustrielle. En effet, il est clair que nous approchons rapidement le seuil de la hausse de 2° C mentionné dans le rapport 2007/2008 de l'ONU sur le développement humain qui stipule que le monde sera confronté à des dommages écologiques importants difficiles à inverser. Si des mesures audacieuses ne sont pas prises et soutenues par des engagements solides et complets (en lieu et place d'engagements simplement symboliques), le destin du monde en général et de l'Afrique et du Moyen-Orient, en particulier, en terme d'évolutions politique et socio-économique continuera à peser sur un équilibre précaire.

Certes, le changement climatique est pour la plupart une catastrophe provoquée par l'homme. Il est en effet un produit direct de l'action irresponsable, en tant que gouvernement et citoyens, à vouloir prendre tout de la nature sans penser à lui redonner un équilibre sain. Le changement climatique reflète des actions et des choix humains débridés qui ont été le signe singulier de notre course effrénée et imprudente pour le développement qui enrichit une poignée de personnes tout en appauvrissant davantage la grande majorité de notre population. Nous devons donc constater les contradictions du changement climatique auxquelles nous sommes confrontés aujourd'hui en tant que facteur de notre pillage des richesses de la terre sans le respect de l'éthique, des normes et de la durabilité.

Les signes d'avertissement ont toujours été là. Je suis sûr que beaucoup d'entre vous se rappellent du Pasteur anglican d'origine anglaise, R. Thomas Malthus, qui, il y a près de quatre siècles, en 1798, s'inquiétait de la croissance géométrique de la population tandis que la capacité de charge de la nature augmentait au rythme arithmétique. Il a eu raison de prédire cette situation, à moins que quelque chose de drastique arrive à réduire la population (en tant que pasteur, il avait notamment prédit la peste, la famine, les catastrophes naturelles et les guerres), un moment viendrait où le délicat équilibre de la nature mettra en danger l'existence humaine. Il se propage de nos jours, des idées néo-malthusiennes, dans les milieux politiques et universitaires. Ces derniers

proclamant l'arrivée imminente de l'anarchie si nous ne portons pas une attention particulière aux questions de changement climatique.

Il est vrai que notre monde a été témoin de découvertes scientifiques révolutionnaires dans pratiquement toutes les sphères; des voyages spatiaux à la médecine. Ce que notre génération semble avoir ignoré, est que la préoccupation pour une quête effrénée de l'avancement scientifique ne nous a pas permis de reconnaître aussi que ce progrès a une certaine limite. Parce que la terre et une grande partie de ses ressources sont fixes et non renouvelables, il est impossible de les étendre au-delà de la capacité de charge. Dans la poursuite sans fin de la modernité associée au progrès matériel, nous sommes alors confrontés à la tragédie classique: chacun cherche à accaparer les riches ressources de la terre, mais personne n'est très attentif pour prendre soin de cette terre.

Il y a six décennies, la Charte de l'Organisation des Nations Unies (ONU) définissait spécifiquement la nécessité d'un engagement mondial pour promouvoir le progrès social et de meilleures conditions de vie dans une plus grande liberté. Cette promesse a été renouvelée lorsque les gouvernements du monde entier se sont de nouveau réunis à New York pour adopter la Déclaration du Millénaire qui a de nouveau réaffirmé son engagement à «libérer les hommes, les femmes et les enfants des conditions abjectes et déshumanisantes de l'extrême pauvreté» : 17).

A mon avis, si il y a quelque chose qui menace cet impératif global ou ambition, le changement climatique (et ses conséquences désastreux) devrait se retrouver en première position car il contribue à priver l'Afrique et le Moyen-Orient de cette liberté. Contrairement à la plupart des problèmes aussi pressants comme la prolifération des armes, le terrorisme, les marchés mondiaux instables, le trafic de stupéfiants, les migrations, pour ne citer que ceux-là, l'espace écologique mondial transcende les lignes politiques, économiques et sociales. Les êtres humains, les plantes et les animaux sur la planète-terre partagent la même atmosphère. Cependant, les plus pauvres du monde dans le soi-disant hémisphère sud, souffrent le plus des effets négatifs du changement climatique que ceux de l'hémisphère nord plus riche.

Contextualisation des facteurs du changement climatique au Moyen-Orient

Les régions de l'Afrique et du Moyen-Orient, ne sont pas non seulement liées par « l'accident géographique », mais aussi par des siècles d'histoire économique, sociale, politique et culturelle; et maintenant elles partagent les mêmes préoccupations liées aux changements irréversibles du climat selon le PNUD (PNUD, 2005: 1), alors que nous continuons à supporter la léthargie paralysante, un manque de dispositions aux priorités en matière de changement climatique .

Peut-être seulement en termes relatifs, l'Afrique et le Moyen-Orient ont des ressemblances dans leurs circonstances environnementales. Le Professeur Jos Lelieveld, Directeur de l'Institut « Max Plank Institute for Chemistry », a récemment soutenu que, dans l'avenir, le climat dans une plus grande partie du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord pourrait changer de manière à menacer l'existence même de ses habitants. (Lelieveld, 2016). Pour corroborer ce point de vue, Panos Hadjinicolaou de l'Institut chypriote pour le changement climatique a insisté sur le fait que "si l'humanité continue à libérer du dioxyde de carbone comme elle le fait maintenant, les

populations vivant au Moyen-Orient et en Afrique du Nord devront s'attendre à environ 200 jours exceptionnellement chauds dans l'année", sur la base d'un modèle de prévision réalisé par l'institut.

Plus précisément, la Banque mondiale a récemment cité les aspects essentiels des derniers scénarios du Groupe intergouvernemental d'experts sur le changement climatique (GIEC) qui prévoyaient qu'en 2025, 80 à 100 millions de personnes dans la région MENA (Moyen Orient et Afrique du Nord) seront exposées à des catastrophes aiguës liées au stress hydrique compte tenu qu'une grande partie de la région est constituée de vastes étendues de déserts. Parce que les déserts ne fournissent généralement pas de tampon contre la chaleur directe du soleil, cette prédiction pourrait venir plus tôt que prévu, avec des conséquences de grande envergure pour la région.

Au niveau politique et socio-économique par exemple, la Banque mondiale a non seulement signalé que les changements de température et les précipitations peuvent causer des dommages au tourisme et à d'autres secteurs économiques stratégiques, mais qu'une combinaison des effets négatifs pourrait ralentir le processus de réforme et compenser en fin de compte les bénéfices générés par les prix élevés du pétrole (Banque mondiale, 2016).

Rafaello Cervigi (2016), le Coordonnateur régional pour le changement climatique à la Banque mondiale réitère cette affirmation en notant comment les pays MENA qui contribuent à 6% des émissions mondiales sont les plus exposés en termes de vulnérabilité aux impacts du changement climatique dans des secteurs stratégiques comme l'agriculture, la gestion des ressources en eau et le développement urbain. A cet égard, un programme tout aussi important pour la région est le renforcement de sa résilience à la variabilité et au changement climatique.

La Banque mondiale a fait une autre projection selon laquelle, avec la hausse du niveau de la mer de 0,5 mètres d'ici la fin du siècle, les zones côtières basses de la Libye, du Qatar, des Emirats Arabes Unis, du Koweït et de l'Egypte seraient particulièrement menacées.

Le contexte africain face aux changements climatiques.

Lors de la 63^{ème} Assemblée Générale des Nations Unies, le Secrétaire Général, Ban Ki-Moon, a reconnu que le continent africain contribue le moins au réchauffement planétaire, mais souffre le plus de ses effets négatifs. Peut-être le Secrétaire Général a déclaré par mégarde ce qui est évident, puisque la majorité faible doit souvent et historiquement payer les erreurs et les folies de la minorité influente, y compris sur les questions liées à l'environnement.

La misère de l'Afrique est aggravée par le fait que le continent, en plus des risques du changement climatique et de sa vulnérabilité, doit faire face aux multiples défis de développement qui se manifestent par l'inégalité, la pauvreté, les maladies, la faim, ainsi que les situations sans précédent de conflits violents qui déstabilisent la sécurité humaine. En tant que continent le moins développé, la capacité de l'Afrique à mobiliser les innovations nécessaires pour renforcer la résilience face aux

changements climatiques est également très limitée. Cela signifie que l'impact négatif sur l'environnement tel que les inondations et les sécheresses souvent exacerbées par le changement climatique menace les deux composantes principaux de la liberté; le besoin et la sécurité pour la majorité des citoyens africains.

En vertu des défis climatiques auxquels l'Afrique est confrontée, il n'est pas étonnant qu'aucun des 54 Etats membres n'ont réussi à atteindre aucun des Objectifs du Millénaire pour le Développement; et ces pays africains sont peu susceptibles de se développer dans le cadre actuel des Objectifs du Développement Durable. Par la providence, la majorité des pays africains sont situés dans un espace géophysique où les aléas météorologiques défavorables et les conditions climatiques mettent très facilement les populations en grave danger. On estime par exemple que 43% de l'Afrique subsaharienne est constituée d'environnements arides et semi-arides vulnérables à la variabilité climatique (Sperling, 2009). Ainsi, alors que plusieurs parties du continent africain sont habituellement sujettes aux défis naturels, les effets du changement climatique ont exacerbé tous les défis auxquels les pays africains sont confrontés. Cela implique que, puisque l'Afrique ne peut pas faire face à la sécheresse et à la désertification en raison de sa faible capacité d'adaptation, l'impératif du changement climatique aggrave de façon profonde la situation en Afrique.

Depuis les années 1970, l'Afrique a connu des effets dévastateurs des cycles de sécheresse et ses effets multiplicateurs. Celles-ci résultent d'un degré élevé de variabilité climatique associé à une perte constante de la végétation forestière pour des raisons de politiques faibles qui tolèrent l'abattage aveugle, les terres aliénées pour l'agriculture commerciale et l'exploration pétrolière parmi d'autres.

Le changement climatique et l'insécurité:

Distingué participants, à ce jour, vous conviendrez avec moi que si tous les scénarios sombres, décrits ci-dessus, ont déjà eu lieu dans certains pays du Moyen-Orient et d'Afrique, les effets du changement climatique sont vraisemblablement directs ou indirect, pour devenir des déclencheurs importants de certains conflits dans les deux régions. Permettez-moi donc, très brièvement, d'attirer votre attention sur le lien critique entre le changement climatique et les défis sécuritaires auxquels les deux régions sont confrontées. Ce faisant, je me limiterai à ces trois aspects, tout simplement pour souligner son importance centrale dans le discours sur la paix et la sécurité en Afrique et au Moyen-Orient et les options politiques à mettre en place à court, moyen et long termes.

Le premier aspect de la relation entre le changement climatique et la sécurité se rapporte à la façon dont le changement climatique peut diminuer les moyens de subsistance et pousser un nombre croissant de citoyens à l'immigration, en même temps que l'accès aux opportunités socio-économiques subventionnées devient plus difficile ou inexistant. Ce n'est pas une coïncidence de donner un exemple dont vous êtes déjà familier; l'assèchement du lac Tchad a également laissé de vastes populations qui en dépendaient dans une situation désastreuse. Que le mouvement Boko Haram ait fleuri dans cette région proche signifie qu'il a trouvé des recrues facilement disponibles dans les rangs des personnes qui ont perdu tout espoir et ont simplement succombé à une vie de corvées.

Deuxièmement, le changement climatique oblige les populations à s'éloigner des zones gravement touchées, dans des déplacements qui les exposent à plusieurs dangers, à la recherche des meilleurs moyens de subsistance durable pour elles-mêmes et leurs familles. Ce n'est pas seulement la réalité dans la Corne de l'Afrique mais aussi dans des pays comme le Nigéria, le Ghana et dans la plus grande partie du Sahel où les vagues de migration des groupes pastoraux se dirigent vers le sud pour des pâturages plus verts pour eux-mêmes et pour leur bétail et cela a mené souvent à l'instabilité et aux conflits avec des communautés sédentaires dans des villes et des villages de la savane et des régions forestières sub-sahariennes. Selon les chiffres de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), la plupart des 200 millions de migrants du Monde prévus suite au changement climatique seront originaires d'Afrique. En 2008 seulement, plus de 700 000 Africains ont été déplacés à cause du changement climatique, selon une publication du Journal « l'Economist ».

Le troisième aspect est que de nombreux gouvernements ne s'attaquent pas aux causes profondes des contradictions du développement face aux effets du changement climatique sur les citoyens et leur vulnérabilité, mais ces gouvernements agissent de manière à accentuer le problème. C'est particulièrement le cas en Afrique où les fractures ethniques et sociales ont été exploitées à des fins politiques conduisant souvent à des conséquences qui mettent une pression supplémentaire sur les relations entre l'État et la société tout en déclenchant l'insécurité. Lorsque le gouvernement devient paranoïaque, il crée des situations conduisant à l'élargissement de la séparation entre les citoyens confrontés aux différentes menaces et le gouvernement qui doit faire face à la rébellion armée, aux insurrections, au terrorisme et aux guerres avérées.

L'absence ou la nature irrégulière des précipitations causées par le changement climatique a contribué de manière significative à l'aggravation des déplacements massifs de populations, puisque les moyens de subsistance d'un plus grand nombre de personnes sont quotidiennement menacés. De vastes zones de communautés pastorales d'Afrique sont peut-être les plus touchées par la désertification et d'autres conditions climatiques défavorables. Par exemple, l'ouragan El Niño a déclenché une vague de sécheresse provoquant des effets dévastateurs pour les pays comme l'Éthiopie, le Kenya, la Somalie, l'Érythrée, le Soudan et le Tchad. On estime que le nombre des personnes touchées par la sécheresse en Afrique, a atteint le chiffre stupéfiant de 35 millions au cours de ces derniers temps (CEA, UA, 2008)

Permettez-moi d'apporter mon analyse en relief en abordant la question de l'eau; ce liquide essentiel à la vie; pour attirer l'attention sur les défis auxquels l'Afrique (et le Proche-Orient) est confrontée face aux changements climatiques défavorables. Il devient évident que la rareté et la concurrence pour l'eau entraîne la pénurie d'eau et l'émergence des conflits dans de nombreuses parties de l'Afrique moderne. Comme les changements climatiques aggravent une situation désastreuse déjà critique, les grandes ressources d'eau comme des rivières, des marais et des lacs se dessèchent de manière à mettre en péril l'agriculture et les autres activités de subsistance. On estime que, par exemple, le lac Tchad et son bassin couvraient une superficie de 25 000 km² en 1964, mais les vagues de sécheresse des années 1970 et d'autres conditions climatiques défavorables, ont diminué son bassin d'environ 1000 km² aujourd'hui

(LCBC, 2008: 2). Dans une autre sinistre réalité, on prévoit que de 70 à 250 millions de personnes en Afrique seront exposées à une pénurie accrue d'eau d'ici 2020 à 2050, l'Afrique subsaharienne sera affligée par une pénurie d'eau de 29% et le bassin du Nil diminuera de 75% d'ici à l'an 2100 (ECA, AU, 2008: 9).

Étant donné que les masses d'eau sont limitées, l'augmentation de la demande concurrentielle de l'eau à des fins domestiques, agricoles et industrielles, risque d'intensifier les conflits pour l'accès à l'eau et son exploitation. Le Rapport Mondial sur le Développement Humain pour 2007-2008 estime que les zones affectées par la sécheresse en Afrique subsaharienne pourraient augmenter de 60 à 90 millions d'hectares et que les régions arides subissent des pertes de 26 milliards de dollars d'ici 2060, ce chiffre est supérieur aux aides bilatérales offertes au continent africain en 2005 (RDH, 2007/2008).

C'est prévu que, si l'on tient compte de deux points de vue sur la sécheresse et l'eau, le changement climatique devrait induire directement des pénuries alimentaires causant un déclin général de l'agriculture et de la production animale. Si l'on tient compte du fait que l'agriculture reste le pilier de l'économie africaine, sur laquelle plus de deux tiers de la population du continent dépendent encore pour la survie, on peut alors mieux comprendre pourquoi la production agricole en déclin constitue un danger pour la majorité des populations africaines subsahariennes. A long terme et au pire, l'échec de la politique agricole aggravera la pauvreté et les problèmes sanitaires en Afrique subsaharienne par rapport à d'autres parties du monde.

En plus de la sécheresse et de la pénurie de l'eau, il y a aussi le risque d'une élévation du niveau de la mer qui pourrait entraîner des inondations. Cela fait près de dix ans que le Rapport Mondial sur le Développement Humain (2007-2008: 9) prévoyait que si les températures mondiales augmentent de 3 à 4 degré Celsius, le Monde sera frappé par des inondations qui pourraient provoquer (de façon permanente ou temporaire) le déplacement de plus de 330 millions de personnes à l'échelle mondiale. Une étude du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) montre également qu'un désastre menace l'Afrique, lorsqu'un quart des populations africaines vivant à moins de 100 km de la côte dans la plupart des grandes villes risquent d'être inondées de Lagos à Mombasa, des millions de personnes feront face aux menaces de l'élévation du niveau de la mer et de l'érosion côtière sans ignorer que la submersion de ces régions pourrait affecter la santé, l'infrastructure, l'écologie et le tourisme dans ces pays, mais aussi les nations insulaires comme les Seychelles, le Madagascar et le Cap-Vert, etc.

Enfin, le changement climatique accélère la perte de la biodiversité, des habitats et des écosystèmes, entraînant aussi la perte de 25 à 40% des habitats des espèces, tandis que de 80 à 90% des espèces pourraient réduire leur taille à cause des effets du changement climatique, d'ici à l'an 2085, (CEA, UA, 2008). Cela pourrait avoir des effets dévastateurs sur les moyens de subsistance des personnes qui dépendent de tels environnements pour gagner leur vie; y compris des peuples autochtones et leurs valeurs culturelles et spirituelles.

Quelles sont donc les perspectives pour l'avenir?

La majorité des pays de l'Afrique et du Moyen-Orient est encore à la croisée des chemins sur la façon la plus rapide et la plus efficace pour faire face aux multiples effets du changement climatique et les menaces diverses qui pèsent sur la paix et la sécurité dans les deux régions. Nous comprenons en tant que législateurs que nos deux régions et notre planète sont assises sur une poudrière qui menace d'exploser. Il n'est donc pas surprenant qu'après beaucoup de prévarication, un consensus mondial est apparu au sein des gouvernements pour maintenir les températures mondiales entre 1,5 et 2 degrés Celsius à des niveaux de l'ère préindustrielle. Appréciant cette réalisation remarquable au Sommet de la Conférence des Parties (COP) tenu à Paris, le Secrétaire exécutif de la Convention-cadre de l'ONU sur les changements climatiques; Patricia Espinosa, a fait remarquer que le pacte climatique de Paris, qui vient d'être conclu, représente «un moment pour célébrer», mais aussi pour «avancer avec une évaluation sobre et une volonté renouvelée sur la tâche à accomplir».

Il est instructif que le Pacte Climatique de Paris est entré en vigueur le 4 novembre 2016, moins d'un an après son adoption. Il convient de rappeler que le dernier grand Accord sur le climat, le Protocole de Kyoto, a pris huit ans pour entrer en vigueur. En dépit de son principe sur les «responsabilités communes mais différenciées», le Protocole de Kyoto n'a pas autant réussi à aborder les fondements des inégalités anthropiques qui existent entre les nations pour faire face aux problèmes du changement climatique. Il n'est donc pas surprenant qu'une solution fonctionnelle au problème du changement climatique demeure lointaine malgré le fait que de nombreux pays attestent de sa nature existentielle (Bortscheller, 2010).

Nonobstant ce qui précède, il est important de reconnaître que l'Accord de Paris sur le Pacte Climatique est le premier du genre à lier les pays riches et les pays pauvres dans une quête commune pour protéger l'environnement, même si cet accord a fixé des objectifs de la réduction des émissions de carbone comme une responsabilité volontaire. Il a dû tirer des leçons dures des précédents accords des Nations Unies qui n'étaient obligatoires que pour les pays qui n'avaient pas réussi à atteindre les objectifs convenus et ces pays peuvent simplement refuser de faire partie de l'Accord. Il est intéressant de noter cependant que l'Accord de Paris est une enchère, car il stipule l'engagement pour les gouvernements de continuer à revenir sur la question de la réalisation des objectifs d'énergie propre. Enfin, l'Accord de Paris prévoit l'allocation de 100 milliards de dollars par an pour aider les pays en développement à faire face au changement climatique d'ici l'an 2020, avec une possibilité d'augmenter ces aides à cet effet à l'avenir.

Au-delà de la rhétorique qui a ralenti les progrès vers l'application de mesures efficaces et durables face au changement climatique, il y a un certain nombre de questions importantes, pratiques et efficaces à se poser. Bien que cela puisse sembler ordinaire, la première étape pour les parties prenantes en Afrique et au Moyen-Orient est de revenir au point que j'ai déjà mentionné : une reconnaissance que le changement climatique est réel et qu'il n'est pas un mythe abstrait inventé par des scientifiques. Lors de cette première étape, il devient alors plus facile de reconnaître l'impératif

urgent d'adopter des approches novatrices, pragmatiques et révolutionnaires au-delà des politiques cosmétiques actuellement appliquées dans beaucoup de nos pays.

De plus, alors que le gouvernement (le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif en particulier) doit prendre l'initiative dans la recherche des solutions aux dangers liés au changement climatique, il n'en reste pas moins que c'est certainement une tâche trop importante pour être laissée aux seules mains du gouvernement. En fait, c'est une responsabilité collective de tout le monde, y compris le secteur privé, les institutions non gouvernementales, les individus, les institutions multilatérales et intergouvernementales pour jouer leur rôle dans la lutte contre le changement climatique. Ce faisant, il est nécessaire de se doter d'une masse critique dans le partage de connaissances et de capacités, d'intensifier la promotion de nouvelles mesures d'atténuation et d'adaptation et d'espérer que la terre retrouve son équilibre.